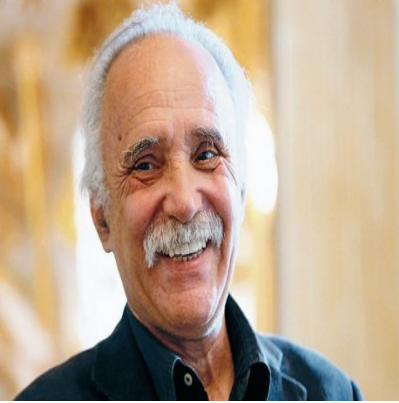
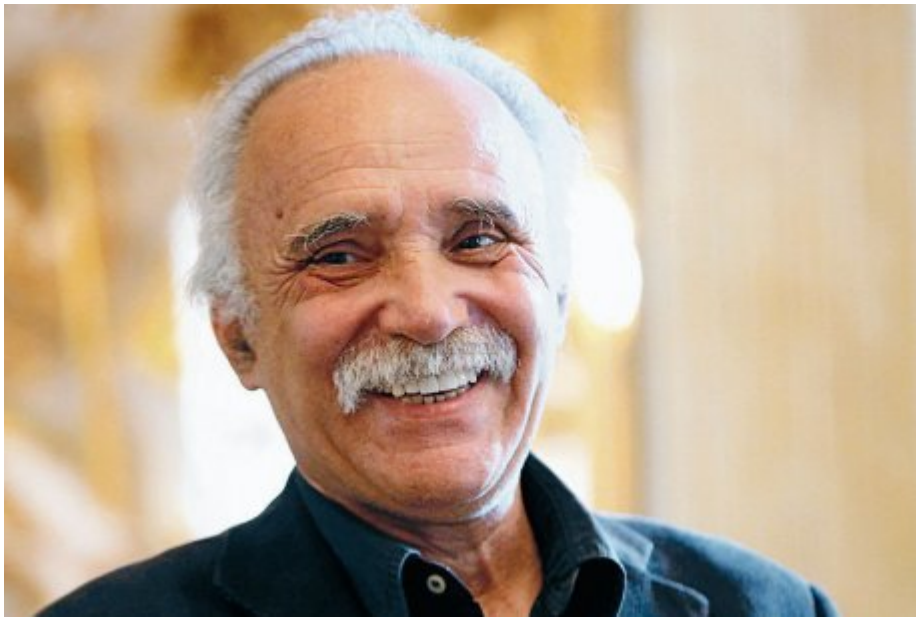




Lâ??apartheid ? Pire que lâ??apartheid. Michel WARSCHAWSKI, IsraÃ©liens et Palestiniens, ensemble contre lâ??apartheid, le 16 novembre 2019

Description



Michael Warschawski
Source : Facebook

Par Michel WARSCHAWSKI, le 16 novembre 2019

Bonjour Ã toutes et Ã tous.

Avant de rentrer dans le vif du sujet, je voudrais faire deux remarques par rapport Ã ce qui a Ã©tÃ© dit. La premiÃ¨re câ??est une rÃ©flexion rapide sur la relation bizarre de la France avec la dÃ©mocratie comme choix des citoyens. Pas seulement de la France, mais puisque jâ??y suis je vais parler de la France. Il y eut un rÃ©fÃ©rendum Ã lâ??Ã©poque de Chirac sur lâ??Europe. La majoritÃ© des FranÃ§ais ont votÃ© contre, mais la rÃ©action du pouvoir a consistÃ© Ã dire Ã« *câ??est trÃ¨s bien, vous vous Ãªtes exprimÃ©s! maintenant laissez nous faire notre travail comme*

nous lâ??entendons Â» comme si il nâ??y avait rien eu. Lâ??Europe et la France avaient soutenu le principe dâ??Ã©lections libres en AlgÃ©rie : on organise des Ã©lections et câ??est le FIS, le mouvement islamiste, qui gagne. La rÃ©action internationale est de ne pas reconnaÃ®tre la lÃ©gitimitÃ© du vote populaire des AlgÃ©riens que tout le monde a reconnu comme dÃ©mocratique. Dernier exemple mentionnÃ© par Ziad. Lors des Ã©lections en Palestine, le Hamas sort largement majoritaire Ã Gaza et en Cisjordanie et le prÃ©sident Abbas reconnaÃ®t cette victoire. La communautÃ© internationale et la France en tÃ¢te affirment que les Palestiniens ont mal votÃ© et ne reconnaissent donc pas le rÃ©sultat de ces Ã©lections. Câ??est un rapport vraiment bizarre quâ??ont lâ??Europe et la France en particulier avec la notion de dÃ©mocratieâ?!

Ma deuxiÃ¨me remarque et câ??est dommage que Ziad ne soit pas lÃ , concerne le concept de rÃ©sistance populaire non violente, un concept qui me dÃ©range. Je ne suis pas un homme violent et je ne prÃ©che la violence, mais lorsquâ??on dit Â« *rÃ©sistance populaire non violente* Â», je perÃ§ois derriÃ¨re ces mots un jugement qui dit quâ??il y a une rÃ©sistance violente qui par dÃ©finition est mauvaise, alors que si elle est populaire et non violente, câ??est une bonne rÃ©sistance. La violence dans la lutte contre une occupation quelle quâ??elle soit et oÃ¹ quâ??elle soit est une rÃ©action normale que mÃªme le droit international reconnaÃ®t comme lÃ©gitime. Ce nâ??est certainement pas moi qui vais dire aux Palestiniens quels moyens utiliser dans leur lutte, Ã chaque moment donnÃ©. Il y a des moments oÃ¹ la lutte armÃ©e est efficace et il y en a dâ??autres oÃ¹ elle semble contre-productive. Il y a eu des contextes historiques oÃ¹ une grÃ¢ve gÃ©nÃ©rale prolongÃ©e a pu mobiliser une population entiÃ¨re pendant prÃ¨s de deux ans et demi. Il y a dâ??autres moments oÃ¹ ce nâ??est pas Ã lâ??ordre du jour. Il y a aussi des moments oÃ¹ la rÃ©sistance se transforme en rÃ©silience et oÃ¹ il faut faire le dos rond et sâ??accrocher. Lâ??image de ces mamans qui tous les jours envoient leurs enfants Ã lâ??Ã©cole malgrÃ© la peur qui les travaille au ventre me revient en mÃ©moire. Lâ??image de Ramallah qui, aprÃ¨s le retrait des forces armÃ©es de Sharon, Â« *fait le grand nettoyage* Â» : une ville entiÃ¨re, services municipaux et simples citoyens qui remettent en place la signalisation, rÃ©parent les trottoirs, replantent les jardins. Ãa aussi câ??est de la rÃ©sistance. Il y a une chose que je veux dire du fond du cÅur : sâ??il y a un domaine dans lequel les Palestiniens, toutes tendances politiques confondues sont les champions du monde, câ??est leur capacitÃ© Ã tenir et Ã sâ??accrocher, et aujourdâ??hui lâ??essentiel câ??est de tenir bon pour que 1948, la Nakba dont on a parlÃ© tout Ã lâ??heure, ne se reproduise plus. Cette rÃ©silience est une forme de rÃ©sistance, peut Ãªtre moins hÃ©roÃ¯que pour les mÃ©dias et les chaines de tÃ©lÃ©vision, mais absolument nÃ©cessaire.

Il y a diffÃ©rents types de colonialisme. Il y a celui dâ??exploitation et celui dâ??extermination. En AmÃ©rique du Nord comme en Australie on a connu un colonialisme dâ??extermination oÃ¹ on a cherchÃ© Ã anÃ©antir la population indigÃ¨ne. Dans dâ??autres pays, on exploite la main dâ??Åuvre et surtout les femmes, les matiÃ¨res premiÃ¨res, les ressources matiÃ©rielles. Il y a des colonialismes qui viennent Â« *civiliser* Â» les indigÃ¨nes. Ce fut le cas du colonialisme franÃ§ais.

Lâ??apartheid est une autre forme de colonialisme, trÃ¨s spÃ©cifique. Avant de revenir sur le concept dâ??apartheid qui est le titre de mon intervention, je voudrais dire quelques mots sur le type de colonialisme que reprÃ©sente le sionisme. Tout le langage utilisÃ© par le mouvement sioniste est un langage qui assume son caractÃ¨re colonial. Ce que les mÃ©dias francophones appellent Â« *implantation* Â» se dit en hÃ©breu Â« *hityashvut* Â», câ??est Ã dire colonie. Le rÃ©cit sioniste officiel assume son caractÃ¨re colonial et les concepts utilisÃ©s dans les livres scolaires par exemple sont des concepts de colonisation.

Le sionisme est un colonialisme de type particulier : il n'est pas génocidaire, mais vise à remplacer les indigènes par une autre population à « revenue » sur son territoire pour y créer un Etat Nation, un Etat juif avec un grand J. C'est important de le dire et c'est faire justice au journal Le Monde qui il y a déjà longtemps a développé cette typographie pour bien mettre en évidence les différences. Juifs avec un petit j c'est une religion comme une autre, Juif avec un grand J, c'est une identité, celle d'une communauté. Israël se définit comme un Etat juif avec un grand J. Israël n'est donc pas un Etat religieux même si la religion et les partis religieux y jouent un rôle très important et ce depuis la création de l'Etat d'Israël. Ce n'est pas le consistoire des Rabbins qui décide des lois : il y a des élections démocratiques et un Parlement qui est la source de la loi et qui choisit le gouvernement politique. Israël n'est pas une théocratie comme l'Iran, par exemple, où c'est le conseil des mollahs et l'ayatollah suprême qui décident des lois, de ce qui est juste et de ce qui ne l'est pas.

Créer un Etat Juif c'est l'objectif du sionisme, un Etat aussi démographiquement juif que possible. On peut tolérer une minorité, mais pas trop. C'est la raison pour laquelle même à l'extrême droite, quelqu'un comme Avigdor Lieberman, l'ancien ministre de la Défense, est prêt à lâcher une partie du territoire souverain israélien considérant qu'il y a trop d'arabes dans cette petite zone en échange de l'annexion de zones de la Cisjordanie.

Tout le débat politique, et ce bien avant la création d'Israël, consiste à se demander : « Quelle est la situation optimale entre un maximum de territoires et un minimum de population arabe ? ». S'il n'y avait que le maximum de territoires, il y a longtemps que la Cisjordanie et Gaza seraient annexées par Israël. Mais le problème consiste à vouloir maintenir une forte majorité juive dans un territoire donné. S'il y a plus de 30 % d'arabes, l'Etat n'est plus un Etat démographiquement Juif, mais binational, et c'est bien pour cette raison que la Cisjordanie n'a pas été annexée, et qu'on se contente de vouloir annexer des zones bien limitées.

Celui qui a le mieux compris cette problématique et l'a conçue en terme de stratégie, c'est Ariel Sharon. Je l'ai dit à plusieurs occasions et je le répète, Ariel Sharon n'est pas que la brute sanguinaire des commandos des années cinquante, de l'occupation de Gaza et de la reconquête des années 2000 : Il était un grand stratège, le seul après David Ben Gourion. Des gens comme Netanyahu et Olmert sont des politicards qui n'ont aucune originalité ni aucun plan. Ce que comprend Ariel Sharon dans sa vision stratégique à long terme, c'est que 1948 n'est pas l'ordre du jour à cause du rapport de forces internationales. Il tire cette réflexion à l'issue de la guerre des Balkans et de l'écroulement de la Yougoslavie. Il y a quand même une communauté internationale et surtout une opinion publique internationale qui empêche de faire n'importe quoi, ce qui n'était pas le cas juste après la seconde guerre mondiale où le colonialisme était encore à son apogée. On ne verra pas dans l'avenir une nouvelle Nakba de plus d'un million de Palestiniens, bien que l'opinion publique israélienne dans sa grande majorité y serait favorable.

Je reviens au concept d'apartheid. Celui-ci est entré dans le vocabulaire international dans le contexte de la décolonisation, et son rejet par les opinions publiques et finalement par la communauté internationale. Il est de plus en plus utilisé dans le contexte du colonialisme israélien, aussi bien en ce qui concerne l'attitude d'Israël contre la minorité palestinienne que dans les territoires occupés en 1967.

Les militants d'Afrique du Sud nous ont mis en garde contre l'utilisation abusive qu'on en fait souvent, considérant que l'apartheid qu'ils avaient vécu avait sa spécificité et qu'il fallait considérer autrement la situation faite aux Palestiniens. En parlant de l'occupation israélienne, Desmond Tutu a eu cette phrase extraordinaire « *Apartheid ? Vous voulez rire. C'est pire que l'apartheid* ». Le dirigeant Africain du Sud a su mettre l'accent avec beaucoup d'intelligence sur l'aspect éliminatoire du colonialisme sioniste face à la population indigène : le sionisme est un colonialisme d'expulsion, de remplacement ; c'est ce qui caractérise sa continuité depuis la fin du XIX^e siècle jusqu'à aujourd'hui.

S'il y a eu le grand remplacement de 1947 à 1949 (et un peu également en 1950 et 1951), la politique d'épuration ethnique continue encore de nos jours dans des formes différentes et diverses. Avant 1945, c'est avec l'aide du pouvoir ottoman, puis ensuite avec celle des Britanniques. On oublie trop souvent que la guerre de 1967 a été l'occasion d'une grande épuration ethnique particulièrement des camps de réfugiés de la région de Jéricho. Avner Ben Amos nous a parlé des bidouins palestiniens du sud d'Israël, dans le Néguev, qui eux aussi sont petit à petit expulsés de leurs villages, de leurs terres et concentrés dans des villes de regroupement, dans des réserves qui rappellent étrangement le sort réservé aux indiens d'Amérique du Nord. Ils sont de plus en plus expulsés, concentrés et enfermés dans des réserves. Il y a longtemps que les bidouins ne sont plus des nomades et ont des terres définitivement enregistrées.

Je ne peux pas faire l'économie d'une anecdote qui concerne les bidouins du sud et l'instrumentalisation d'arguments environnementaux pour leur déposséder de quelques terres qui leur restent. On a parlé tout à l'heure des forêts plantées à certains endroits pour mieux cacher les vestiges du passé et de l'existence antérieure d'une population palestinienne. Mais l'environnement a aussi d'autres fonctions, entre autre l'expulsion des bidouins. Ces derniers ont des troupeaux de chèvres noires qui broutent la flore du sud. Soit-disant pour préserver cette flore, une loi est votée à la Knesset qui interdit l'élevage de la chèvre noire au sud d'une certaine ligne. L'objectif est en fait très peu environnementaliste, mais vise surtout à pousser les bidouins à aller vers le nord, avec entre autres le projet de construire sur les lieux qui leur appartiennent une nouvelle ville juive. Pour ne pas subir la loi de la chèvre noire c'est le nom de la loi votée à la Knesset ! les bidouins changent leur cheptel et se mettent à élever des chèvres blanches. Alors est voté un amendement qui dit que toute chèvre même si elle est blanche doit être considérée comme une chèvre noire!

Lorsque Ariel Sharon a compris qu'il n'était plus possible d'agir comme en 1948, il a développé la théorie de la cantonisation, (c'est le mot même de Sharon bien avant qu'il ne soit Premier ministre), c'est-à-dire de morceler le territoire en Cisjordanie et d'enfermer la population dans des lots contraindre par trois ou quatre barrages. Ainsi Israël peut s'étendre de la Méditerranée au Jourdain, exception faite des lots où il y a une forte présence arabe. Vous regardez le plan Oslo et vous verrez que c'est exactement cela. Les grandes villes et leur environnement, Jéricho, Naplouse, Ramallah, Hébron, Bethléhem, Jéricho, constituent les trous du fromage israélien, trous dont Israël ne veut pas car il y a trop d'arabes. Cette stratégie permet d'occuper l'ensemble de l'espace sans pour autant rajouter une population palestinienne à Israël. En ce sens le redéploiement de Gaza initié par Sharon n'est pas une faveur faite aux Palestiniens mais un élément de la politique de judaïsation. Le territoire est petit et il y a près de deux millions de Palestiniens dont Israël ne veut pas. Il peut être appelé Etat

palestinien, cela n'a aucune importance. On veut l'ensemble de la Palestine mandataire sauf les zones où il y a trop d'arabes. C'est ce plan qui avait été négocié avec l'administration Bush pendant des années avant d'être « offert » aux Palestiniens.

Afin de combiner continuité israélienne de la mer au Jourdain et continuité palestinienne, on a dû passer d'une géométrie à deux dimensions à une géométrie à trois dimensions par un système de ponts et de tunnels, les deux « Etats » restant séparés, on peut avoir ainsi une continuité israélienne de la mer au Jourdain qui ne traverse pas l'espace palestinien mais qui lui passe au-dessus et au-dessous. C'est la pensée stratégique de Sharon. C'est cette cantonisation basée sur desbantoustans comme il y en avait en Afrique du sud qui dessine la réalité politico-spatiale d'aujourd'hui, d'ailleurs la presse israélienne ne se prive pas de faire la comparaison avec lesbantoustans de l'apartheid sud-africain.

Comme je suis un emmerdeur, je dois dire que je n'ai pas aimé le titre de la conférence. Je veux donc polémique sur le titre et non le contenu. « *Israéliens et Palestiniens ensemble contre l'apartheid* ». Les sud-africains n'aiment pas qu'on utilise le mot apartheid pour d'autres réalités que la leur et c'est leur droit. Il y a plein de choses qui ne sont pas les mêmes. Par contre ce qui est pertinent de dénoncer, c'est les crimes d'apartheid décrits et condamnés par l'assemblée générale des Nations unies. Ces crimes seront certainement jugés un jour et je ne voudrais pas être la place du gouvernement israélien quand ce sera le cas.

Ma deuxième remarque sur le titre de la conférence : « *Israéliens et Palestiniens ensemble* », m'oblige à questionner cette espèce de symétrie que le titre laisse entendre. Il ne s'agit pas de deux entités symétriques que nous espérons un jour voir se battre main dans la main contre le régime colonial israélien. Il s'agit de deux combats différents. Le combat des Palestiniens tel qu'il se déroule aujourd'hui est une réaction à l'occupation coloniale israélienne. Il commence avant, il continuera au-delà de cette limite, mais il est avant tout une mobilisation de la population palestinienne, de ses organisations, de ses mouvements sociaux, de la société civile avec des hauts (comme lors de la première Intifada), et des bas pour mettre fin à l'occupation. Elle a donc été importante à certains moments. La position israélienne, elle, se définit par rapport à la résistance palestinienne et au prix à payer pour. Ce qui est normal. L'opposition à la guerre d'Algérie est devenue de masse lorsqu'elle a commencé à coûter trop cher aux Français à tous les niveaux. Dans la guerre du Vietnam, l'opinion américaine a basculé lorsque trop de soldats revenaient dans des cercueils.

La population israélienne a su se mobiliser lorsque le prix de la guerre ou de l'occupation est devenu trop élevé comme partout ailleurs. C'est la guerre du Liban qui coupe la société israélienne en deux et elle le reste jusqu'à aujourd'hui entre ceux qui soutiennent la politique colonialiste et ceux qui voudraient bien qu'on mette fin à l'occupation ; entre ceux qui avaient d'un nouvel ordre régional et ceux qui comprenaient que la guerre du Liban menait à un borborygme où il n'y avait rien à gagner. Cette opinion entre 1982 et 2000 était majoritaire. Aujourd'hui elle ne l'est plus.

La droite israélienne est aujourd'hui hégémonique. Pourtant mon ami Dominique Vidal qui étudie beaucoup les sondages m'a montré à plusieurs occasions que l'opinion publique israélienne est extrêmement stable, divisée en deux moitiés, et qu'il n'y a eu aucun basculement de gauche à droite. Jusqu'en 2000 la grande moitié était modérée, et la petite

moitié était à droite. Aujourd'hui c'est le contraire. Que 45 % des Israéliens soient plutôt modérés, c'est plutôt une bonne nouvelle. La mauvaise nouvelle est qu'il n'y a aucune symétrie entre droite et gauche. La droite a des valeurs et des objectifs, une stratégie, et depuis 14 ans elle a le pouvoir. Par ailleurs la droite sait ce qu'elle veut et elle sait comment y arriver avec un fort soutien international et celui inconditionnel de Trump. La gauche ou plutôt la non droite est symbolisée par Tel Aviv, une ville moderne, riche, performante avec du High Tech, une ville ouverte sur l'Europe, campée sur les rives de la Méditerranée. Ce n'est pas l'intégrisme d'Habron ni de Jérusalem, c'est une ville qui se veut européenne et qui tourne le dos au Moyen-Orient. Ses habitants pensent que les colons sont des emmerdeurs et qu'ils nous imposent ce conflit qui n'arrête pas. Ils rêvent de voir disparaître ce gouvernement d'extrême droite, mais ils ne paient rien. Ils ont une belle vie : sécurité nationale, sécurité individuelle, prospérité économique. Aujourd'hui Israël est un pays très riche et très performant sur le plan économique qui négocie directement avec la Chine, qui ostensiblement a mis une croix sur l'Europe décadente avec ses problèmes de droits de l'homme qui sont dépassés. Ceci est d'ailleurs un problème pour le mouvement de solidarité européen. Le levier que pouvait représenter l'Europe n'est plus opérationnel car indécis et inefficace.

Si la situation générale est bonne, si l'économie va bien, si la sécurité est assurée, pourquoi la jeunesse de Tel Aviv se mobiliserait pour dire « *Justice pour les Palestiniens* » ? La masse des gens s'est mobilisée en Israël en 1982 avec la guerre du Liban, de 1987 à 1990 suite à l'intifada parce qu'à ce moment-là les Israéliens payaient sur le plan militaire, économique et celui de la pression internationale. Aujourd'hui on ne paye pas. D'où l'intérêt de définir une politique de pression à long terme qui fasse comprendre au moins une partie de l'opinion publique israélienne qu'on ne peut avoir le beurre et l'argent du beurre. D'où l'importance de la campagne BDS. J'ai commencé avec l'Afrique du Sud et je termine avec. L'action de ce mouvement est inspirée par l'Afrique du Sud et vise à long terme à délégitimer le régime israélien et sa politique. S'il y avait S comme Sanctions, on n'aurait pas besoin ni du B comme boycott, ni du D comme désinvestissement. Si la communauté internationale utilisait les structures internationales pour sanctionner le non-respect de l'ensemble du droit international ce serait différent alors qu'aujourd'hui Israël se moque du droit international et agit en toute impunité pour ne considérer que le droit du plus fort, le droit de la jungle. Auparavant la France avait un rôle honorable en faisant pour le moins des mises en garde. Aujourd'hui l'Europe des Etats ne fait plus que collaborer sur le plan économique et technologique. C'est donc à la société civile de prendre le relais et de mener cette campagne BDS comme une course de fond. Ce doit être une stratégie mettant en œuvre des forces de plus en plus grandes qui avancent et se renforcent. Cela fait quinze ans que BDS existe et il y a un bilan non négligeable. La Compagnie des eaux hollandaise a rompu son contrat parce que sa charte éthique ne lui permet pas d'avoir un partenariat avec une société israélienne qui vole l'eau de la Palestine. On n'est plus dans les actions symboliques, mais dans une stratégie qui avance et progresse et dans laquelle il faut mettre tous nos efforts. Alors je conclus.

Pratiquez le BDS ! C'est la meilleure chose que vous pourrez faire pour la Palestine.

Source : Michel WARSCHAWSKI, Président du Centre d'information alternative à Jérusalem.

« Israéliens et Palestiniens, ensemble contre l'apartheid ». Colloque organisé au PALAIS DU LUXEMBOURG le samedi 16 novembre 2019 par le Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient en partenariat avec ORIENT XXI.

date créée
2020/04/20